Contexte économique en Loir-et-Cher (analyse réalisée par l'Observatoire de l'économie et des territoires) :

Malgré des foyers de tensions géopolitiques persistants et des incertitudes qui demeurent, l'économie mondiale fait preuve d'une résilience étonnante. La croissance mondiale atteindrait + 3,2 % en 2024, un rythme similaire à celui de 2023 qui devrait se prolonger en 2025. Alors que l'économie américaine résiste, soutenue par un marché de l'emploi dynamique et une consommation des ménages robuste, la croissance s'avère plus modeste, voire atone, dans certaines autres grandes économies avancées comme en Allemagne.

Dans ce contexte, l'économie française montre des signaux encourageants : reflux prononcé de l'inflation, qui repasse sous la barre des 2 % en août 2024, s'expliquant principalement par une hausse plus contenue des prix de l'énergie et une reprise modérée de la consommation des ménages durant l'été.

La situation reste fragile dans l'ensemble au regard de certains indicateurs et de l'attentisme lié à la récente période d'incertitude politique. En effet, l'augmentation du PIB n'est que de 0,2 % au deuxième trimestre 2024. L'investissement des entreprises, comme celui des ménages, est ralenti. La dynamique de l'emploi, qui a fait suite à la crise sanitaire, n'est plus au rendez-vous. Si la fonction publique renforce encore ses effectifs, l'emploi salarié du secteur privé recule au deuxième trimestre (notamment dans l'intérim et le secteur de la construction). Parallèlement, le taux de chômage est de nouveau en hausse et les projets de recrutement sont moins nombreux. Sans oublier la dette record de la France qui reste de fait sous la surveillance des agences de notation.

L'économie locale suit les mêmes tendances ; la situation du Loir-et-Cher est mitigée. Certains indicateurs semblent bien orientés mais d'autres, plus contrastés, appellent à la vigilance.

Selon les enquêtes récentes menées localement auprès des entreprises, tant artisanales que relevant de la Chambre de commerce et d'industrie, le moral des dirigeants reste globalement bon malgré un contexte économique incertain. Leurs difficultés d'approvisionnement s'estompent. La majorité des entreprises indique un maintien ou un accroissement de leur niveau d'activité bien qu'elles soient proportionnellement 2 fois plus nombreuses qu'il y a 3 ans à enregistrer une baisse de leur chiffre d'affaires. Elles paraissent un peu moins confiantes dans l'avenir proche que les années antérieures, tant pour leur niveau d'activité que pour leurs prévisions d'effectifs. Cependant, la pérennité de leurs établissements et le maintien de leurs équipes demeurent leur priorité d'autant que certains secteurs ont des besoins prégnants de main d'œuvre, notamment dans l'industrie et la construction (6 sur 10), ou encore dans les métiers de bouche. Pour rester compétitives, un entrepreneur sur cinq envisage des innovations à court terme.

La lecture des derniers indicateurs chiffrés montre, de manière générale, que les cas de difficultés financières seraient relativement peu nombreux, comme en atteste le faible volume des cotisations sociales en retard de règlement (en juin). Toutefois les défaillances d'entreprises ne cessent de se multiplier, se rapprochant inexorablement des tristes records atteints fin 2015. Autre point alarmant, le recul marqué de la construction de logements, tant individuels que collectifs, qui s'explique par la hausse du coût des matériaux de construction et par les contraintes bancaires pour les prêts immobiliers. On note cependant un léger redressement des autorisations délivrées au 1er trimestre 2024 pour les projets collectifs.

Les conditions météorologiques particulièrement déplorables fin 2023 et au printemps 2024 ont eu des impacts désastreux sur les rendements agricoles cette année (mauvaise fécondité des grappes en vigne, problèmes sur les oignons, mauvaise récolte de miel, mais également une qualité moindre du fourrage...) et ainsi fragilisé davantage des exploitations déjà bien éprouvées ces derniers temps.

Cette météo humide a aussi pesé sur l'activité touristique d'avant-saison. Selon les premières tendances exprimées par les professionnels, les résultats du cœur de l'été sont en demi-teinte et contrastés d'une filière à l'autre. Le bilan provisoire chiffré des principaux sites de visite du Loir-

et-Cher apparaît plus encourageant. Après une année record en 2023, le nombre d'entrées est en retrait de 3 % sur les 8 premiers mois de l'année. L'évolution est toutefois positive, si l'on se réfère à la période avant-COVID ou à l'année 2022.

Après un début d'année marqué par un net rebond de l'emploi salarié privé en Loir-et-Cher, le second trimestre 2024 enregistre un recul qui vient effacer les gains du trimestre précédent. Sur 12 mois, la perte atteint 510 postes soit - 0,6 % (contre - 0,3 % pour la région et + 0,3 % au niveau national). Néanmoins, le volume global des effectifs salariés privés se situe toujours à un niveau bien supérieur à ceux de la période pré-covid.

Les disparités territoriales se creusent au sein du département. La zone d'emploi de Blois affiche une évolution légèrement positive (+ 0,2 % en rythme annuel) alors que les effectifs de celles de Vendôme et de Romorantin-Lanthenay se réduisent respectivement de 1,5 et 2,4 % sur la même période.

Cette orientation à la baisse est principalement due au secteur de l'intérim, secteur très volatile, qui enregistre un repli de 8,6 % sur 1 an. Le secteur du commerce a également été confronté à des suppressions de postes salariés (240 sur 12 mois) ainsi que, dans une moindre mesure, le secteur des services. L'hôtellerie / restauration observe un repli de 2,3 % au 2nd trimestre ramenant l'évolution annuelle à + 1,5 %. L'emploi se maintient dans la construction. Seule l'industrie a créé des emplois : 160 postes supplémentaires sur un an (+ 0,9 %), en particulier dans la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques.

S'inscrivant dans la tendance nationale, le taux de chômage augmente de 0,4 point en 1 an en Loir-et-Cher et s'établit à 6,2 % en mars 2024. Il demeure le plus faible des taux départementaux du Centre-Val de Loire. La zone d'emploi de Vendôme est la mieux positionnée de la région (5,7 %). La situation est un peu moins favorable dans celles de Romorantin-Lanthenay (6,5 %) et Blois (6,1 %). Les évolutions sur un an sont très proches selon les territoires.

La situation des demandeurs d'emploi se dégrade légèrement. Le nombre d'inscrits depuis plus d'un an augmente de nouveau légèrement. Les plus éloignés de l'emploi (catégorie A) voient leur rang grossir de 1,3 % en un an alors que les chômeurs ayant une activité partielle (catégories B et C) sont moins nombreux (- 0,8 % en un an). En juin 2024, le Loir-et-Cher totalise 22 520 demandeurs d'emploi dont 10 880 de catégorie A.

Il est encore trop tôt pour en mesurer les éventuelles répercussions sur le nombre d'allocataires du RSA (7 360 foyers allocataires CAF ou MSA fin mars 2024). Le volume de bénéficiaires présents dans le dispositif depuis plus de 2 ans se réduit encore sensiblement dans la période très récente. Les ménages fragiles semblent toutefois rencontrer davantage de difficultés. Le taux de pauvreté atteint son record depuis 2015 : 13,2 % de la population en 2021 (dernier chiffre disponible), mais il demeure sensiblement inférieur au ratio national (14,5 %), resté quasi stable en 2022. Le nombre d'allocataires CAF à bas revenus est également à son plus haut niveau depuis 5 ans : près de 18 500 ménages loir-et-chériens sont concernés fin décembre 2023. Enfin, le nombre de ménages surendettés augmente au cours du premier semestre 2024 en Loir-et-Cher, pour le 3^e semestre consécutif, et la hausse sur 12 mois (12,9 %) y est plus marquée qu'en région ou en France.

Certains indicateurs sont bien orientés en ce début d'année, espérons qu'ils se confirment dans la seconde partie de l'année. Néanmoins, des signaux inquiétants subsistent (baisse de l'emploi salarié privé, besoins de main d'œuvre, résistance des entreprises, effondrement de la construction de logements, augmentation du nombre de ménages rencontrant des difficultés financières...) qui méritent une attention toute particulière.